



Lettre N°12
Janvier 2019

Dans ce numéro:

- Actualité de la coopération
- Education & Enseignement supérieur
- Solidarité et volontariat
- Société civile
- ONG
- Les entreprises
- Rendez-vous culturels
- Consulat

Chiffre clé

66

C'est le nombre d'écoles, partenaires pour certaines, qui vont bénéficier de quelques tonnes de produits locaux de l'aide alimentaire française en soutien à leur cantine scolaire.

Lettre d'information

La France en Haïti



Le mot de l'Ambassadeur



Chers lecteurs,

En ce début d'année, la coopération française continue de travailler main dans la main avec ses partenaires haïtiens sur des sujets concrets, susceptibles d'améliorer la vie quotidienne des habitants de ce pays.

L'année 2018 s'est achevée dans le tumulte et l'incertitude.

Espérons que l'année qui s'ouvre sera fructueuse et sereine pour Haïti, qu'elle lui permettra de tracer enfin sa voie vers une société plus prospère, plus juste et plus fraternelle.

Nous continuerons d'accompagner les Haïtiens sur ce chemin.

Je vous souhaite à toutes et à tous mes meilleurs vœux pour cette nouvelle année.

José Gomez
Ambassadeur de France en Haïti

La France agit pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes

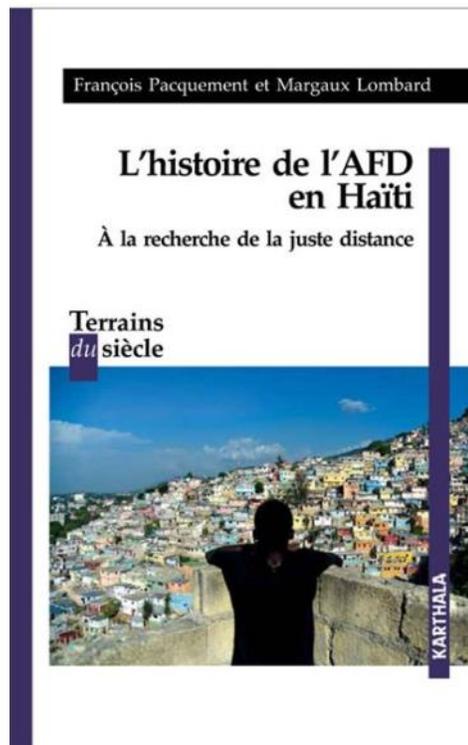


25 ans après l'adoption par l'ONU de la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, la France rappelle son engagement pour mettre un terme à toutes les formes de ces violences. En lien avec ses partenaires européens et internationaux, elle lancera une campagne pour l'adoption universelle de la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique qui vise à responsabiliser chaque Etat.

[En savoir plus.](#)

Présentation du livre sur les 40 ans de l'AFD en Haïti

Lors d'une conférence-débat organisée le 6 novembre 2018 à l'Alliance française des Cayes, l'AFD a présenté auprès des bailleurs de fonds le livre sur ses 40 ans d'action en Haïti dont la rédaction a été lancée en 2016, l'année de la célébration des 40 ans. Intitulé : « L'Histoire de l'AFD en Haïti/à la recherche de la juste distance », le livre a vu le jour grâce au travail collaboratif de M. François Pacquement, chargé de mission Histoire et Réflexion stratégique à l'AFD, et de Mme Margaux Lombard, consultante. Au cours de la conférence, ils sont intervenus aux côtés de la directrice de l'AFD en Haïti Mme Anna Lipchitz pour faire la synthèse des actions de l'AFD en Haïti, tout en soulignant les changements de dénomination et de fonction qu'a connus l'institution au cours de ces quarante années. En effet, elle est passée de la Caisse centrale de coopération économique (CCCE) en 1975, à la Caisse Française de Développement en 1992, et, depuis 1998 à l'Agence Française de Développement. Cette conférence a été également l'occasion de souligner la performance du projet SECAL mis en place par la Direction départementale agricole du Sud (DDAS) et la Direction des infrastructures agricole (DIA) dans l'Ouest et l'Artibonite. Cofinancé par l'AFD et l'Union européenne à hauteur de 20,96 millions d'euros, le projet vise à lutter contre l'insécurité alimentaire dans le département du Sud en intervenant sur des filières comme le maïs, le haricot, les caprins etc. Une mission conjointe de terrain s'en est suivie avec la DDAS représentée par M. Jean Matus Lucien qui en assure la coordination. Deux autres conférences de présentation du livre se sont tenues la même semaine à l'Alliance française du Cap-Haïtien et au Collège Catts Pressoir à Port-au-Prince.



L'AFD et la Fédération des caisses populaires haïtiennes (FECAPH) signent deux conventions de financement

Le 29 novembre 2018, M. Richard Bercy, Président de la FECAPH et Mme Anna Lipchitz, Directrice de l'AFD en Haïti, ont signé, en présence de M. José Gomez, Ambassadeur de France en Haïti, deux conventions de financement d'un montant total de 2,5 millions d'euros. Ces financements comprennent un prêt de l'AFD de l'équivalent de 2 millions d'euros en gourdes haïtiennes, assorti d'une subvention de 500 000 euros dédiée au renforcement des capacités de l'institution financière. Ce projet vise d'une part le renforcement des caisses de crédit du Levier, et d'autre part l'amélioration de la résilience du secteur agricole et de certaines filières, en particulier face aux changements climatiques. Cet appui permettra à la FECAPH Le Levier de structurer et de pérenniser une offre de financement à moyen/long terme dans les secteurs agricole et agroforestier.

Coopération policière : Formation en matière de lutte contre le narcotrafic

Dans le cadre de l'appui continu de la France ces dernières années en matière de coopération policière, une formation « **Narcotrafic dans un aéroport : criminalité aéroportuaire, profilage, ciblage passagers** », a été dispensée du 5 au 8 novembre 2018 aux enquêteurs de la Direction Centrale de la Police Judiciaire haïtienne ainsi qu'aux douaniers. Durant la formation, tous les aspects de la problématique de la criminalité dans un aéroport, en lien avec la grande criminalité et plus spécifiquement le trafic de stupéfiants ont été abordés. Laurent Schloesser, formateur du Centre Interministériel de Formation Anti-Drogue (CIFAD), Mathieu Loir, l'Inspecteur divisionnaire des douanes ainsi qu'un douanier de la Direction régionale de Guyane étaient les principaux intervenants. [Lire la suite.](#)



Du 12 au 16 novembre 2018, deux nouvelles sessions de formations se sont déroulées sur les thèmes : « **Visite et fouille de navires de commerce en lien avec le narcotrafic** » animée par le Contrôleur Principal des Douanes Franck Peltier du CIFAD et le Contrôleur des Douanes Patrick Pavard de la Brigade des Garde-côtes de la Douane de La Rochelle et « **Techniques d'interpellation et manipulations d'armes** » organisée par le SSI avec l'appui du GIPN Antilles-Guyane qui en a assuré l'animation. La première était dispensée



aux enquêteurs du Bureau de Lutte contre le Trafic de Stupéfiants de la Direction Centrale de la Police Judiciaire haïtienne, aux garde-côtes de la PNH ainsi qu'aux douaniers et aux agents de l'Autorité portuaire nationale. La seconde pour sa part, était dispensée à la Brigade de Recherches et d'Intervention (B.R.I.) de la Direction Centrale de la Police judiciaire d'Haïti ainsi qu'aux formateurs de l'Ecole nationale de Police haïtienne, soit 25 agents spécialisés à l'intervention. [En savoir plus.](#)

La journée de rencontre dans le cadre du FSPI régional climat



L'Ambassade de France et l'opérateur UNITE CARIBBEAN ont organisé le lundi 12 novembre 2018 dans les locaux de l'Ambassade une réunion de présentation du « **Projet d'Appui à l'Intégration Régionale Caraïbes Climat** » (PAIR2C), suivie d'un atelier de travail et d'échanges avec des acteurs haïtiens impliqués sur les questions du changement climatique. Cette rencontre a été l'occasion de dégager des thématiques et sous-thématiques sur lesquels pourront être mobilisés des experts haïtiens, en vue d'échanger avec les autres pays

engagés dans ce projet régional (Sainte-Lucie et La Dominique). Ce projet à dimension régionale est une première pour la coopération française et répond pleinement aux enjeux de développement du bassin caribéens et aux engagements de la France dans l'accompagnement des acteurs en matière de résilience climatique. [Lire la suite.](#)

Coopération régionale : Formation de 20 jeunes haïtiens



Une vingtaine de jeunes haïtiens ont décollé le vendredi 16 novembre 2018 pour la Guadeloupe dans le cadre du projet "Mobilité jeunes Caraïbes pour la formation et l'emploi" qui vise à favoriser la formation et le développement de l'employabilité des jeunes les plus éloignés de l'emploi. France Volontaires collabore depuis 2017 sur ce projet avec l'Institut National de la Formation Professionnelle (INFP). L'institution a donc organisé la sélection des candidats et leur accompagnement dans les démarches administratives pour l'obtention des visas. Elle les a également formés et les a sensibilisés à

l'interculturalité et à la vie en Guadeloupe. Financé à 70% par le Conseil régional de Guadeloupe dans le cadre de la coopération régionale, ce programme prévoit 1 an de formation professionnelle aux métiers de la mécanique et la maintenance automobile, de l'installation et le dépannage informatique, de l'électromécanique de maintenance industrielle ou encore de la formation pour adultes.

EDUCATION & ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Renforcement de la coopération universitaire franco-haïtienne



Dans le cadre des Rencontres Universitaires de la Francophonie qui se sont déroulées du 19 au 21 novembre 2018 à Paris, le responsable de l'Espace Campus France Haïti M. Josemar St-Victor, s'est entretenu avec des représentant.e.s d'universités et de Grandes écoles françaises en vue de faciliter l'orientation des étudiants haïtiens en mobilité internationale. Concernant le programme de Bourses d'Excellence Eiffel 2019-2020, de nouveaux établissements français se sont dits prêts à recevoir des candidatures haïtiennes. Ces rencontres

réunissaient tous les acteurs de la coopération universitaire en France. Elles étaient organisées par Campus France Paris et réunissaient tous les acteurs de la coopération universitaire en France.

Ouverture de la procédure « Etudes en France »

Depuis le 10 décembre 2018, la procédure pour postuler à des études supérieures en France a évolué. L'Espace Campus France d'Haïti intègre en effet la procédure « Etudes en France », entièrement numérisée. Elle est ouverte jusqu'au 1er février 2019 pour la première année de Licence (Demande d'Admission Préalable / DAP) et jusqu'au

20 mars pour tous les autres niveaux ([Consulter le calendrier](#)). Cette procédure est désormais payante (5800 HTG). A compter de la rentrée 2019, les étudiants extra-européens qui s'inscrivent pour la première fois dans un cycle supérieur de formation à l'université en France devront acquitter des frais d'inscription annuels : 2770€ en licence et 3770€ en master et doctorat. [Lire la suite](#)



Journée du volontariat français 2018

Organisée par l'Espace Volontariats Haïti avec l'appui de l'Ambassade de France, la 6ème édition de la journée du volontariat français en Haïti s'est tenue le 27 octobre 2018 à l'Institut français de Port-Au-Prince. Cette journée annuelle a pour but de promouvoir l'engagement des volontaires français sur le terrain ainsi que leurs synergies avec d'autres volontaires locaux et internationaux. Elle a permis de réunir cette année une centaine de volontaires français et haïtiens autour de la thématique suivante : « Volontariat, clé des rencontres culturelles ». L'ouverture officielle de la journée était marquée par les discours respectifs du représentant national de France Volontaires en Haïti, M. Mamadou N-dour Camara et d'un attaché de coopération à l'Ambassade de France, M. Thomas Poirier. Un débat s'en est suivi auquel



sont intervenus Moussa Sinon, Représentant de l'Organisation internationale de la Francophonie en Haïti, Stéphanie Lamarre de l'association Vwajenès et Pierre Jean Bar, volontaire de solidarité internationale au Centre Educatif Noël des Anges. Des témoignages croisés de volontaires français en Haïti et des volontaires haïtiens de réciprocité ont clôturé la partie formelle. La journée s'est achevée avec des différents ateliers : percussions, lecture pour enfants, échanges culturelles etc. suivi d'un concert.



Célébration de la journée internationale des volontaires 2018

En Haïti, la Journée Internationale des Volontaires (JIV) a été organisée par le Programme Volontaires des Nations Unies (VNU), la Coalition Haïtienne des Volontaires (COHAIV), TECHO et France Volontaires en partenariat avec les Alliances françaises et d'autres structures internationales et locales. La thématique principale était : « Les volontaires pour bâtir des communautés résilientes ». Plusieurs centaines de volontaires et de jeunes se sont réunis les 1er, 2 et 4 décembre dans trois départements (Nord, Artibonite, Ouest pour célébrer cet événement. Trois jours d'activités autour des thématiques de l'emploi, de l'environnement et du genre, desquelles ont émergé une multitude d'idées pour la jeunesse haïtienne. Les Alliances françaises du Cap-Haïtien et des Gonaïves ont permis aux jeunes de ces villes de se rencontrer pour discuter sur le rôle du volontariat en Haïti, en présence de M. Eric Compan, Délégué général des Aliances françaises en Haïti et M. Michel Maquès, Directeur de l'AF Gonaïves. A Port-au-Prince, la journée s'est déroulée à l'hôtel Ritz-Kinam en présence des représentants de structures partenaires. [Retour en images](#)



Alliance Française
en Haïti

Formation d'animateurs socio-éducatifs à Saint Marc

Pour la deuxième fois en Haïti, un stage de base du Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA) a été organisé pour des jeunes professionnels. La formation s'est déroulée du 4 au 11 novembre 2018 au Lycée Jean-Baptiste Pointe du Sable (LJBPS) à Saint-Marc. Les stagiaires venaient cette année de Saint-Marc, de Port-au-Prince et des Gonaïves. Ce stage était organisé par les Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active (CEMEA). Il était encadré par une équipe de huit formateurs des CEMEA Martinique et des CEMEA Haïti. Ce sont donc trente-deux stagiaires qui ont pu suivre cette formation : animateurs et animatrices du périscolaire, professeurs, assistants-professeurs, surveillants, personnels d'encadrement. Ils représentaient plusieurs institutions éducatives, membres du réseau des écoles et ONG regroupées autour du service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France. [Lire la suite](#)



© Jean-Louis Saiz

Formation Droits de l'Homme 2018



L'Ambassade de France, en partenariat avec l'Union européenne et l'Initiative de la Société Civile, a organisé la 7ème session de formation en droits de l'Homme, du 3 au 13 décembre 2018, à l'Ecole de la magistrature de Port-au-Prince. La thématique retenue cette année était : « La lutte contre les discriminations et la promotion de l'égalité en droit international des droits de l'Homme ». Elle a permis de regrouper 71 participants, professeurs de droit, juges, commissaires de gouvernement, substituts, avocats, policiers, militants de droit humains, issus de l'ensemble du pays. Les différentes sessions de formation ont été assurées par des professeurs venus de l'étranger et d'Haïti, sous

la supervision de la Fondation René Cassin/Institut International des Droits de l'Homme de Strasbourg. A l'issue de cette formation, les participants ont pu passer un test final et les lauréats de ce test se sont vus décerner un certificat reconnu internationalement. [Lire la suite](#)

ONG



Formation en santé sexuelle et reproductive dans la Grand'Anse par Actions Santé Femmes

Actions Santé Femmes (ASF) a effectué au mois d'octobre, grâce à une subvention de la Ville de Nantes, une formation à la santé sexuelle et reproductive dans la Grand'Anse destinée aux enseignants, éducateurs et soignants. Muriel Martineau, gynécologue et Christine Simon, formatrice-conseillère conjugale ont formé 39 personnes sur la commune des Abricots dans le cadre de ce projet destiné à

s'étendre sur d'autres départements. Cette mission était coordonnée sur le terrain par Marie-Annick Vallegeas, membre fondatrice d'ASF et Vidal Chevalier, représentant de l'Association des Maires de la Grand' Anse (AMAGA) . Une salle de classe a été mise à disposition par la [Fondation Paradis des Indiens](#) pour la tenue de la formation.

Médecins du Monde France et l'AFD appuient le Collectif pour les Droits en Santé sexuelle et reproductive



Médecins du Monde France, dans le cadre de son projet « Promouvoir le droit à décider pour réduire la morbi-mortalité liée aux grossesses non désirées », financé par l'Agence Française de Développement, accompagne le Collectif pour les Droits en Santé sexuelle et reproductive (DSSR) dans sa démarche de plaidoyer. Actuellement, la mission première du Collectif DSSR est de défendre et promouvoir ensemble de manière efficace le droit des femmes haïtiennes de décider librement sur toutes les questions ayant trait à leur santé sexuelle et reproductive dans tout le pays. Les axes stratégiques identifiés sont : la dépénalisation totale de l'avortement ; la

promotion de l'éducation sexuelle dans les écoles ; l'information sur les DSSR pour le grand public ; l'amélioration de l'accès des jeunes filles aux services de santé sexuelle et reproductive. En 2018, le Collectif DSSR a réalisé différentes actions de plaidoyer dont : des conférences-débat sur la dépénalisation de l'avortement, la santé des femmes et les DSSR ; une marche de mobilisation citoyenne pour la défense des DSSR ; la parution d'articles de presse sur le droit à l'avortement et la santé sexuelle et reproductive dans le Nouvelliste et AlterPresse etc.

[Lire la suite](#)

LES ENTREPRISES

Aquaity veut fournir de l'eau potable à tous grâce au solaire

Créée par des français implantés depuis de nombreuses années en Haïti, Aquaity est une filiale de la société Water Alternatives International spécialisée dans la production d'eau potable par l'énergie renouvelable dans les pays en développement. Elle a lancé à Port-au-Prince, dans la commune de Tabarre, l'exploitation de sa première station de production d'eau potable activée par l'énergie solaire. L'entreprise souhaite développer son propre parc de stations tout en proposant également ses stations à la vente. L'objectif est d'apporter aux communautés pauvres ou isolées une eau de première qualité à faible coût, à proximité et gérée de façon durable. Cette initiative rejoint les efforts de la France pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD). Aquaity a, en outre, une compétence reconnue dans la restauration de circuits d'eau potable ou usée et de réseau de gaz propane pour de grands ensembles tels que hôtels, hôpitaux et stations services.



Contact : Vincent Rossigneux : (509) 3800 15 87 / vrossigneux@aquacity.com

Eccomar S.A présente en Haïti depuis plus de 30 ans

eccomar S.A
Economic Construction Maritime S.A.

Economic Construction Maritime S.A est une firme locale établie en Haïti depuis plus de 30 ans, spécialisée dans l'étude et l'exécution des projets dans le domaine de la construction maritime et industrielle. Dirigée par M. Robert Stryhanyn, de nationalité française, elle compte un personnel français de six personnes. Eccomar importe et monte en Haïti des ponts fabriqués en France par la société Matière pour plusieurs millions d'euros par an. La société exécute actuellement divers chantiers majeurs dans l'ensemble du pays dont 4 ponts, deux quais, une centrale électrique de 3 mégawatt, des réservoirs pour terminal pétrolier avec des financements privés de l'Union européenne, de l'État haïtien, la Banque mondiale.

Contact : Robert Stryhanyn : robertst222@yahoo.fr

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Festival International de Jazz de Port-au-Prince

- **19 au 26 janvier** : Emile PARISIEN Quartet, *Festival International de Jazz* de Port-au-Prince



Dans le cadre de la 13^{ème} édition du festival international de jazz de Port-au-Prince, l'Institut français recevra le saxophoniste Emile Parisien et son quartet. Distingué par le Prix Django Reinhardt en 2012, mais aussi à deux reprises par les « Victoires du Jazz » en 2014 et 2017, Emile Parisien se produira pour deux concerts à Port-au-Prince le **mardi 22 janvier** à l'Institut français et le **mercredi 23 janvier** à l'Université Quisqueya. L'Institut accueillera aussi **Antonio Serrano** le **mardi 22 janvier** et **Luz Acosta, Claude Carré** et **Oscar Pizarro** le **mardi 25 janvier**.



Comme depuis plusieurs éditions, des concerts seront également délocalisés. Dans la ville de Jacmel où le succès de la musique jazz ne se dément pas, l'Alliance française accueillera deux concerts. Dans un premier temps, les suédois de Simbi investiront la scène avec le musicien haïtien **Zao** pour un concert entre Jazz et musique racine le **vendredi 18 janvier**, et le **mardi 22 janvier**, ce sera le retour de **Frank Salis** à Jacmel, le pianiste suisse, pour un concert dédié à la musique Gospel. L'Alliance Française du Cap-Haïtien accueillera de son côté, Emile parisien pour un troisième concert en Haïti. Ça va bouger dans les Alliances !!!

CONSULAT

Réforme des listes électorales

A compter de 2019, les Français résidant à l'étranger ne pourront plus être inscrits à la fois sur une liste électorale consulaire pour les scrutins nationaux et sur une liste électorale municipale pour les scrutins locaux. Ceux qui sont actuellement inscrits sur deux listes devront donc choisir sur laquelle ils se maintiennent en 2019. Ils ne pourront plus voter qu'à un seul endroit pour tous les scrutins qu'ils soient nationaux ou locaux. S'ils souhaitent voter en France, ils devront obligatoirement demander leur radiation de la liste électorale consulaire sur service-public.fr : inscription consulaire/actualiser son dossier en cours de séjour.

Par défaut, les Français résidant à l'étranger inscrits à la fois sur une liste en France et sur une liste électorale consulaire seront maintenus sur la liste électorale consulaire et radiés de la liste de leur commune en France. Ils voteront donc à l'étranger pour l'élection présidentielle, les élections législatives, les référendums, les élections européennes et les élections des conseillers consulaires.

En cas d'absence, pensez à faire une procuration au bénéfice d'une personne inscrite sur la même liste électorale que vous. Plus d'information sur le site : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/services-aux-citoyens/droit-de-vote-et-elections-a-l-etranger/vote-par-procuration/>

N'hésitez pas à consulter notre [site internet](#) pour toutes les informations relatives aux démarches consulaires.

Lettre d'information réalisée par [l'Ambassade de France en Haïti](#)

51, rue Capois, BP 1312, Port-au-Prince Tel : (+509) 29 99 90 00

Contact : bettina.desir@diplomatie.gouv.fr

